MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Quarantième séance – Samedi 26 janvier 2002, à 8 h

Présidence de M. Pierre Losio, président

La séance est ouverte à 8 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. André Hediger*, vice-président, *M. Alain Vaisade*, conseiller administratif, *M^{me} Marie-Thérèse Bovier*, *MM. Sacha Ding*, *Jean-Marc Froidevaux*, *Guy Jousson* et *M^{me} Melissa Rebetez*.

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare*, maire, *MM. Christian Ferrazino* et *Pierre Muller*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 19 décembre 2001, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 15 janvier et mercredi 16 janvier 2002, à 17 h et 20 h 30, et samedi 26 janvier 2002, à 8 h et 10 h.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'ai le regret de vous annoncer que les fermiers du Restaurant du Parc des Eaux-Vives, respectivement représentés par leur avocat, ont fait recours contre la décision du Tribunal des baux et loyers du mois de décembre. Vous conviendrez que nous avançons petit à petit vers des problèmes, ce qui avait évidemment été évoqué lors de notre séance du 16 janvier à 17 h à propos des rapports PR-125 A/B. Je le regrette, mais on s'y attendait.

M. Manuel Tornare, maire. Mesdames et Messieurs, vous savez que le Conseil administratif a décidé de présenter la candidature de la Ville de Genève comme siège de la future organisation mondiale des cités. Cette décision va être prise plus tôt que prévu, puisque nous avons reçu une lettre des deux grands réseaux, qui vont se regrouper: la Fédération mondiale des cités unies (FMCU), qui est le réseau latin, et l'International Union of Local Authorities (IULA), qui est le réseau anglophone, nous informant que notre dossier de candidature devra être prêt d'ici à la fin de mars et que la décision sera prise au Mexique le 21 juin de cette année. C'est bien plus tôt que prévu, car on nous avait dit que cela aurait lieu en 2004. Il y a donc un changement. Je pense que les deux grands réseaux veulent profiter de la dynamique qui a été enregistrée au Congrès de l'unité qui s'est déroulé à Rio de Janeiro au mois de mai de l'année passée pour, maintenant, prendre des décisions.

Il faut bien évidemment faire campagne. Il faut faire du lobbying et préparer du matériel pour que la candidature de Genève - Divonne-les-Bains ait un sens. Mercredi passé, le Conseil administratif a examiné une demande de crédit extraordinaire, que vous recevrez dans l'enveloppe contenant l'ordre du jour et les objets à traiter pour le mois de février; il s'agit de la proposition PR-183. Mes collègues et moi avons essayé de calculer au plus juste pour éviter les dépenses superficielles. La répartition des charges se composera de la façon suivante: un tiers pour Divonne-les-Bains, qui n'a quand même que 6000 habitants, et deux tiers pour la Ville de Genève, qui a, je vous le rappelle, à peu près 180 000 habitants. Un crédit extraordinaire vous sera proposé au mois de février et le Conseil administratif vous demandera de le voter en urgence pour que nous puissions continuer à travailler conjointement et efficacement, au niveau des services des relations extérieures de la mairie de Divonne-les-Bains et de ceux de la Ville de Genève.

Je suis sûr que c'est un enjeu très important, à la fois pour Genève, pour la région, puisque nous associons Divonne-les-Bains, et pour la Suisse. Si nous

obtenons le siège de la future organisation mondiale des villes, ce sera aussi plus d'emplois et plus de renom pour Genève. Je crois que les organisations internationales à Genève – vous le savez aussi bien que moi – sont un atout essentiel pour notre ville, à la fois sur le plan touristique, économique, social et politique.

Le président. Je vous remercie, Monsieur le maire. Il est donc bien clair, je me permets de le préciser et de le souligner, que le Conseil administratif demande que nous traitions cet objet en urgence au mois de février et sur le siège.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Suite à notre dernière séance, nous avons reçu une lettre de M. le député Christian Grobet qui s'estime avoir été mis en cause lors d'une intervention de M. Michel Ducret. Cette lettre sera transmise aux chefs de groupe, ainsi qu'à M. Michel Ducret.

Je vous informe que, le Secrétariat du Conseil municipal ayant effectué les réservations nécessaires, nous pouvons confirmer que la date des séances budgétaires de décembre 2002, en vue du vote du budget 2003, auront lieu le 7 décembre, c'est-à-dire une semaine plus tôt que d'habitude.

Je vous informe également que le 18 février, à 20 h, au Palais Eynard, le Conseil administratif recevra les candidats à la naturalisation.

Je vous communique encore que nous prendrons notre pause à 9 h 40 et que nous reprendrons nos débats à 10 h. Je vous signale que le président du Grand Conseil, M. Annen, m'a fait remarquer que lors de la dernière séance du Conseil municipal cinq capuchons de micro avaient disparu. Je ne sais pas s'il existe des collectionneurs pervers dans notre assemblée, mais je les prierai dorénavant de s'abstenir.

Ces communications étant terminées, nous passons à la suite de notre ordre du jour.

3. **Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement et sur initiative municipale, en vue de l'approbation du projet de modification des limites de zones N° 28988-222 au lieu-dit campagne Rigot sur le territoire de la Ville de Genève, section Petit-Saconnex, portant sur la création d'une zone de verdure et d'une zone de développement 3 affectée à de l'équipement public d'enseignement secondaire (PR-166 A)¹.**

Rapporteur: M^{me} Alexandra Rys.

La commission, sous la présidence de M. Roger Deneys, a examiné la proposition lors de sa séance du 20 novembre 2001. Les notes de séance ont été prises par M^{me} Yvette Clivaz-Beetschen.

La proposition, présentée par M^{me} Marie-José Wiedmer-Dozio, cheffe du Service d'urbanisme, est la concrétisation de l'initiative municipale acceptée par le Conseil municipal le 24 janvier 2000 ayant pour objet de faire passer l'affectation de la campagne Rigot de zone 5 (villas) en zone de verdure, en réservant la possibilité de construire le collège Sismondi. Rappelons que la villa et sa dépendance, l'allée de marronniers et les portails sont classés.

La modification de zone devra être approuvée par le Grand Conseil.

Le sort des courts de tennis, qui avait beaucoup inquiété plusieurs commissaires, semble être réglé: ceux-ci pourront être déplacés sur une parcelle appartenant à l'ONU, en haut du chemin de l'Impératrice, sur la commune de Chambésy.

Quant au collège Sismondi, il sera réalisé sur 12 000 m² à l'angle du chemin Eugène-Rigot et de l'avenue de France. La construction se fera en deux étapes, la première entre octobre 2003 et fin 2005, la seconde en 2007.

Lors de la mise à l'enquête, une observation a été émise quant au degré de sensibilité au bruit attribué au périmètre du collège: il est de III et les observants, la Fédération des associations de quartiers et d'habitants, auraient préféré un degré II, comme sur le reste de la parcelle. La commission est informée que le Canton traitera cette question dans le cadre des négociations.

¹ Proposition, 2723.

La modification de zone ayant déjà été discutée par la commission lors de l'étude de la proposition PR-20, cette proposition ne fait l'objet d'aucune discussion. Mise au vote, elle est acceptée par 12 oui (2 DC, 3 L, 2 Ve, 2 S, 1 AdG/TP, 2 AdG/SI) et 2 abstentions (R).

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre q), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la délibération adoptée le 24 janvier 2000 par le Conseil municipal sur proposition du Conseil administratif (PR-20);

vu la demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – De donner un préavis favorable au projet de modification des limites de zones N° 28988-222 au lieu-dit campagne Rigot sur le territoire de la Ville de Genève, section Petit-Saconnex, portant sur la création d'une zone de verdure et d'une zone de développement 3 affectée à de l'équipement public d'enseignement secondaire.

Premier débat

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je dirai deux mots à l'attention du Conseil municipal pour rappeler – comme vous l'avez indiqué, Monsieur le président, en lisant le titre de cette proposition – qu'il s'agit d'une initiative municipale que nous avons lancée il y a déjà un certain temps pour proposer le déclassement de la campagne Rigot, qui est actuellement en zone villas, en zone de verdure. Cela a pris un certain temps en raison du fait que, comme vous le savez, l'Etat envisageait de reconstruire le collège Sismondi. Il y a, depuis un certain nombre d'années, des baraquements provisoires et il fallait réserver à l'intérieur de cette zone de verdure un emplacement de 12 000 m², en l'occurrence, pour le futur collège Sismondi. L'Etat s'est décidé et nous avons localisé cet emplacement pour l'édification future du collège.

SÉANCE DU 26 JANVIER 2002 (matin)
Proposition: limites de zones à la campagne Rigot

Simplement, je voudrais porter à votre connaissance que, dans le cadre des réflexions qui nous animent au sein du Conseil administratif, nous examinons la possibilité de réserver un emplacement pour le futur musée d'ethnographie le long du chemin Rigot – vous le savez peut-être. Par conséquent, dès le moment où nous allons lancer la concertation sur cet objet, il serait regrettable que nous votions aujourd'hui le déclassement total de la zone en question sans savoir si, demain, nous retiendrons ce lieu pour ce musée. Le cas échéant, nous devrions revenir présenter une proposition au Conseil municipal pour modifier la zone que nous aurions transformée en totalité en zone de verdure aujourd'hui. Nous avons pensé qu'il ne serait pas non plus raisonnable de vous proposer un amendement disant qu'il faut réserver une partie de cette parcelle pour un éventuel équipement public; ce ne serait pas sérieux d'agir de la sorte.

Puisqu'il n'y a pas le feu pour aller dans cette direction, comme nous n'avons pas de risque de construction autre que celle à laquelle je viens de faire allusion, nous vous suggérons simplement de renvoyer ce rapport à la commission de l'aménagement et de l'environnement et d'attendre de voir dans quelle direction évolueront les discussions concernant l'emplacement du futur musée d'ethnographie. Si d'aventure ce lieu devait être retenu, nous aurons, de cette manière, le temps de modifier le plan de zone et de revenir devant le Conseil municipal avec une proposition qui serait ainsi conforme.

Ces quelques mots, Monsieur le président, pour vous demander, si vous le voulez bien, d'inviter le Conseil municipal à renvoyer le rapport PR-166 A à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

Deuxième débat

Mis aux voix, le renvoi du rapport à la commission de l'aménagement et de l'environnement est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

4. **Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture:**
- d'un crédit de 11 515 000 francs destiné à l'acquisition de la partie hors sol des parcelles 4381 et 4390, d'une surface totale de 2504 m², feuille 49 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, et ses dépendances dans la parcelle 4405 (208 m²), sises rue de Lyon/promenade de l'Europe, copropriété pour moitié de la société en nom collectif Barbier-Mueller & Cie et pour l'autre moitié de Favre & Guth promotions et participations SA;
 - d'un crédit d'étude de 230 000 francs couvrant les frais d'étude relatifs à l'aménagement intérieur du bâtiment sis sur les parcelles 4381 et 4390 (PR-169 A)¹.

Rapporteuse: M^{me} Hélène Ecuyer.

La commission des finances s'est réunie le 27 novembre 2001, sous la présidence de M. André Kaplun, pour étudier cette proposition, renvoyée le 14 novembre 2001 à la commission des finances par le Conseil municipal. Les notes de séance ont été prises par M^{me} Gisèle Spescha, que la rapporteure remercie vivement.

Séance du mardi 27 novembre 2001

La commission accueille M. Christian Ferrazino, conseiller administratif chargé du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie, et ses collaborateurs, MM. Michel Ruffieux et Philippe Ruegg.

Le magistrat remercie la commission d'avoir agendé cette proposition si rapidement. En effet, les propriétaires souhaitent que la décision du Conseil municipal d'acquérir ce terrain intervienne d'ici au 31 décembre 2001 au plus tard. Les immeubles artisanaux seront pratiquement achevés d'ici à la fin de cette année et la majeure partie des entreprises quitteront ce chantier à cette date. La réalisation des façades à pignons des immeubles jouxtant l'objet de l'acquisition est par ailleurs prévue à la fin de décembre 2001.

¹ Proposition, 2761.

Dans cette affaire, l'Etat s'est rallié à la position de la Ville de Genève; il est en effet impensable d'ériger un immeuble de 22 m à la corniche devant l'école de l'Europe.

Dans le cadre de ses négociations, la Ville de Genève a demandé plusieurs variantes pour le rachat de ces parcelles. Quatre propositions ont été faites:

1. *Variante 1 – Situation en l'état*

Cette variante proposée à 7 500 000 francs représente la cession des parcelles avec la construction en l'état actuel.

2. *Variante 2 – rez + 1 niveau*

Cette variante offre des surfaces nettes de 780 m² au rez-de-chaussée et de 800 m² au 1^{er} étage, soit un total de 1580 m² de surfaces nettes. Le prix de vente est de 11 300 000 francs et comprend la construction terminée au niveau du gros œuvre (finitions de la structure en béton armé, étanchéité, façades rideaux en métal et verre, notamment) ainsi qu'au niveau du second œuvre (chauffage et eau chaude sanitaire, ventilation, installations électriques, etc.). Les aménagements intérieurs ne sont pas compris dans cette offre (cloisonnements, menuiseries intérieures, peinture, chapes et finitions des sols et des plafonds notamment).

3. *Variante 3 – rez + 2 niveaux*

Cette variante présente des surfaces nettes de 780 m² au rez-de-chaussée, de 800 m² au 1^{er} étage et de 800 m² au 2^e étage, soit un total de 2380 m² de surfaces nettes. L'offre de base est de 11 800 000 francs. Comme pour la variante 2, l'offre comprend les travaux de gros œuvre et de second œuvre mais sans les finitions intérieures.

4. *Variante 4 – rez + 2 niveaux + bâtiments latéraux*

Cette variante offre des surfaces nettes de 780 m² au rez-de-chaussée, de 1130 m² au 1^{er} étage et de 1100 m² au 2^e étage, soit un total de 3010 m² de surfaces nettes. L'offre de base est de 12 500 000 francs. Comme pour les variantes 2 et 3, l'offre comprend les travaux de gros œuvre et de second œuvre mais sans les finitions intérieures.

Après analyse de ces différentes variantes, le rapport entre le coût proposé pour une construction brute et le coût d'une construction terminée est très défavorable dans la proposition N° 1, les frais déjà engagés sont importants et les abattements moindres.

La variante N° 2, avec des surfaces moins importantes que dans les variantes 3 et 4, est, pour les mêmes raisons, moins intéressante que celles-ci.

La variante N° 4 pose des problèmes d'impact sur le site, par la présence des bâtiments latéraux, qui alourdissent la façade le long de la rue de Lyon et ferment l'espace de cour où se situe l'école de l'Europe.

Coût de l'opération

Dans la proposition retenue, le prix comprend:

1. le prix du terrain;
2. le prix de ce qui est déjà construit;
3. le prix de l'achèvement de la construction.

Ces prix sont hors sol, c'est-à-dire sans les parkings privés déjà construits entre 1995 et 1997 en sous-sol. Il faut également tenir compte des servitudes pour les accès à ces parkings.

La présente proposition devra être suivie, si elle est acceptée, d'un projet de modification partielle du plan localisé N° 27930 C.

Après négociations, le Conseil administratif a trouvé un accord avec les propriétaires et les opérateurs concernés. Il propose au Conseil municipal la variante 3, soit une construction d'un rez + 2 niveaux, qui apparaît comme la plus favorable financièrement pour la Ville de Genève. Le prix de vente de cette variante 3, ou «finale», a été ramené de 11 800 000 francs à 11 500 000 francs et il s'établit comme suit:

1. Coûts engagés à ce jour par les propriétaires	Fr.	Fr.
– terrain (2712 m ² à 630 francs/m ²)		1 708 560
– bâtiment (évaluation après divers abattements consentis par les propriétaires)		703 000
– frais financiers divers		130 000
– taxes d'équipement et d'écoulement		100 000
– frais d'arrêt du chantier (immobilisation grue, remplacement du personnel, mesures de sécurité, etc.)		600 000
– honoraires engagés pour la réalisation d'une construction de R + 5 niveaux		350 000
– indemnités diverses (fournitures commandées non posées et irrécupérables, frais d'annulation de contrats, etc.)		967 000
Abattement final	– 300 000	
Total intermédiaire		4 260 000

2.	Coût des travaux pour terminer le bâtiment à R+2, à réaliser par les opérateurs actuellement sur le chantier des Charmilles (13 110 m ³ à 552 francs/m ³)	7 240 000
	Total de l'accord sur la cession pour un bâtiment de R+2 niveaux terminé sans les aménagements intérieurs	11 500 000
3.	Les frais de notaire se monteront à environ	15 000
	Total du crédit d'acquisition	11 515 000

Programme d'aménagement des locaux

Un crédit d'étude de 230 000 francs est prévu avec cette proposition afin d'étudier un aménagement qui réponde aux différents besoins de ce quartier soit:

- des locaux polyvalents permettant le déroulement de fêtes, de repas en commun, d'assemblées et pouvant accueillir également des enfants du parascolaires et des groupes d'aînés. Une cuisine, des sanitaires et autres locaux techniques seront aménagés;
- des locaux pour des activités ciblées, telles que des ateliers de bricolage, des espaces musicaux, des locaux en gestion accompagnée pour les jeunes;
- des locaux administratifs au 2^e étage, qui devraient recevoir en principe le Service des écoles et institutions pour l'enfance.

Budget prévisionnel d'amortissement

La charge financière annuelle, comprenant les intérêts au taux de 4,75% et l'amortissement au moyen de 30 annuités, se montera à 727 857 francs.

Référence au programme financier quadriennal

Les frais d'acquisition de la partie hors sol des parcelles 4381 et 4390 seront pris sur la ligne budgétaire 130, «Acquisitions de terrains», dotée de 5 000 000 de francs, du 19^e programme d'investissements quadriennal 2001-2004.

Réponse aux motions, résolutions et pétitions

Avec cette proposition, M. Ferrazino pense répondre aux différentes motions, résolutions déposées depuis l'ouverture du chantier en novembre 2000 et adoptées par le Conseil municipal. Une pétition, forte de 1111 signatures, avait également été déposée. Tous demandaient la même chose: ils ne voulaient pas d'un immeuble de 22 m à la corniche!

Questions

Quel est le prix du terrain au m² ?

La Ville bénéficie du prix fixé à l'époque lors de l'acquisition du terrain pour la construction de l'école, soit 630 francs/m²; en effet, ce terrain se trouvait en zone industrielle.

Est-il possible de modifier la variante 3, qui n'offre pas de protection contre la bise ?

M. Ruffieux répond que, dans la variante 2, la bise s'engouffrerait dans les passages situés sous les bâtiments latéraux et tournerait dans la cour intérieure. Il fait remarquer que la variante finale permet de mieux voir le ciel et que l'école serait moins encaissée entre deux grandes façades.

Quels sont les arguments pour la variante 3 ou variante finale ?

M. Ferrazino répond que cette proposition est non seulement la plus intéressante sur le plan financier, mais que, dans le projet rez + 1 niveau, il n'est pas possible de loger le Service des écoles et institutions pour l'enfance, alors que si ce service peut y trouver sa place une économie de loyer pourrait être réalisée. M. Ruegg ajoute que la proposition rez + 2 niveaux offre plus de possibilités d'aménagements pour les besoins du quartier.

Ne serait-il pas possible de construire ces 2 niveaux sur l'école ?

Ce n'est légalement pas possible de le faire, et la structure du bâtiment ne le permet pas.

Que se passerait-il si le Conseil municipal refusait cette proposition ?

M. Ferrazino répond que c'est le Tribunal administratif qui trancherait; si ce dernier confirme la validité de l'autorisation de construire, l'immeuble sera réalisé par les promoteurs. Au contraire, s'il donne raison aux associations de quartier, les promoteurs déposeront une nouvelle demande.

Dans ce cas, la Ville devrait-elle payer des dommages et intérêts ?

Il est répondu par la négative.

Discussion et votes

Après le départ du magistrat et de ses collaborateurs et avant de voter la proposition finale, les socialistes demandent un vote sur la variante 2, c'est-à-dire

Proposition: parcelles rue de Lyon/promenade de l'Europe

rez + 1 niveau. La variante 3, rez + 2 niveaux, arrivant à la même hauteur que l'école, constituerait une obstruction visuelle. Un étage supplémentaire, pour y loger le Service des écoles et institutions pour l'enfance, n'est pas souhaitable. La pétition des habitants demandait cette variante, et elle a été signée par environ 1600 personnes.

Votes

1. Variante 1 – Situation en l'état
Cette proposition est refusée à l'unanimité.
2. Variante 2 – Rez + 1 niveau
Cette proposition est refusée par 10 non (1 AdG/SI, 2 AdG/TP, 1 Ve, 1 DC, 3 L, 2 R) contre 2 oui (2 S) et 3 abstentions (1 AdG/SI, 1 Ve, 1 DC).
3. Variante 3 – Rez + 2 niveaux, variante finale
Cette proposition est acceptée par 6 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 1 Ve, 1 DC) et 9 abstentions (1 Ve, 2 S, 1 DC, 3 L, 2 R).
4. Variante 4 – Rez + 2 niveaux + bâtiments latéraux
Cette proposition est refusée par 9 non (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 DC, 1 R) et 6 abstentions (2 Ve, 3 L, 1 R).

Note de la rapporteure

Le vote de cette proposition montre bien que ce n'est pas l'enthousiasme général; en effet, ce n'est peut-être pas la meilleure solution qui a été choisie, mais c'est peut-être la moins mauvaise.

Vote final

Le projet d'arrêté, basé sur la variante 3, est mis aux voix. Il est accepté par 7 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 1 Ve, 2 DC) et 8 abstentions (1 Ve, 2 S, 3 L, 2 R).

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'accord de principe intervenu entre le Conseil administratif de la Ville de Genève et les propriétaires, soit la société en nom collectif Barbier-Mueller & Cie

pour moitié et la société Favre & Guth promotions et participations SA, pour l'autre moitié, au terme duquel la Ville de Genève acquiert la partie hors sol des parcelles 4381 et 4390, feuille 49, commune de Genève, section Petit-Saconnex, soit une surface de 2504 m², et la dépendance dans la parcelle 4405 pour 83/1000, pour un prix de 11 515 000 francs (frais de notaire inclus);

vu l'utilité publique poursuivie par cette acquisition foncière;
sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Le susdit accord est ratifié et le Conseil administratif est autorisé à le convertir sous la forme d'un acte authentique.

Art. 2. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 11 515 000 francs, frais d'acte et d'émoluments compris, en vue de cette acquisition foncière destinée à l'aménagement d'équipements publics sur la partie hors sol des parcelles 4381 et 4390.

Art. 3. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'étude de 230 000 francs en vue de l'aménagement intérieur du bâtiment sis sur les parcelles 4381 et 4390.

Art. 4. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue aux articles 2 et 3 au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 11 745 000 francs.

Art. 5. – Cet objet sera inscrit à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amorti au moyen de 30 annuités qui figureront dans le budget de la Ville de Genève de 2003 à 2032.

Art. 6. – Cette acquisition ayant un but d'utilité publique, le Conseil administratif est chargé de demander au Conseil d'Etat l'exonération des droits d'enregistrements et des émoluments du Registre foncier pour ce qui concerne la Ville de Genève.

Art. 7. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toutes servitudes à charge et au profit des parcelles mentionnées dans l'accord visé sous l'article premier.

M^{me} Hélène Ecuyer, rapporteure (AdG/TP). Je n'ai pas grand-chose à ajouter à mon rapport, tout y est indiqué. Nous avons travaillé rapidement en commission, le sujet ayant été bien étudié auparavant.

Simplement, je voudrais dire qu'il a été très difficile de faire un choix; il n'y a pas eu d'enthousiasme de la part des membres de la commission pour choisir l'une ou l'autre des solutions. Cela signifie que nous avons choisi la moins mauvaise. Le vote de la commission, qui a accepté le projet d'arrêté de la proposition PR-169 par 7 oui et 8 abstentions, reflète bien l'état d'esprit de la commission et je pense que nous aurons l'occasion d'en discuter aujourd'hui.

Premier débat

M. Alain Gallet (Ve). En ce qui concerne cet objet complexe, les Verts sont très partagés. En effet, nous hésitons entre trois positions: l'une favorable, la seconde défavorable et la troisième qui pourrait être une abstention active ou dynamique. Nous avons donc le choix et le libre choix de notre vote, pour autant que nous puissions encore avoir une quelconque liberté sur un pareil objet, sur un héritage aussi lourd en matière d'urbanisme.

Il y a eu en 1987, c'est-à-dire il y a quinze ans, un plan localisé de quartier pour l'aménagement de cette parcelle, qui a été préavisé négativement par le Conseil municipal. Ensuite, en 1992, il y a eu les premières autorisations de construire, qui ont été renouvelées jusqu'au moment où elles ne l'ont plus été et qui sont donc devenues, de fait, caduques. Mais en dix ans beaucoup de choses ont changé. La crise a déboulé et elle a bouleversé bien des plans financiers, les locaux commerciaux sont devenus, jusqu'à y a peu, pléthoriques, la structure de l'offre et de la demande s'est également fortement modifiée.

Les habitants du coin, face à un développement de leur quartier qui était soumis à une très forte densification, ont eu le temps d'en percevoir les inconvénients et de réaliser qu'en s'organisant ils pouvaient peut-être sauver quelque chose, quelque chose qui a à voir avec ce qui, pour nous, est essentiel, c'est-à-dire la qualité de la vie et, surtout, la qualité de leur vie à eux. Le début des travaux concernant l'immeuble construit en face de l'école de l'Europe, il y a un peu plus d'un an, a joué le rôle de déclencheur au bord de ce qu'on pourrait nommer une poudrière sociale ou celui de la goutte qui a fait déborder le vase. Plus la construction de l'immeuble avançait, plus l'inquiétude augmentait, d'où le recours à la commission LCI (loi sur les constructions et les installations diverses), la polémique et la réponse du conseiller administratif Christian Ferrazino, qui nous voit donc aujourd'hui débattre de cet objet.

Voici les positions résumées des Verts. Je commence par l'abstention active. Nous pourrions quitter cette assemblée, parce que nous considérons que nous

n'avons rien à faire de ce dossier auquel nous avons toujours été opposés. Les immeubles construits à la rue de Lyon/promenade de l'Europe ont amené une densification féroce; les appartements sont en deçà de toutes les normes, avec des salons dont aucune fenêtre ne donne directement sur l'extérieur. L'effet «ghetto» est assuré et, maintenant, l'air de rien, on nous demande plus de 11,5 millions de francs pour acheter de l'air, ou un trou d'air, ou des courants d'air. De dépenser plus de 11,5 millions de francs pour acheter du vide avec une affectation plus que branlante pour laquelle il nous faudrait encore ajouter 230 000 francs de crédit d'étude. Ensuite, il faudra sans doute encore quelques centaines de milliers de francs pour les aménagements définitifs.

Ces sommes, qui ne sont pas rien, pourraient être consacrées à des investissements autrement plus durables; c'est le prix d'une école, le double du prix de la rénovation des Halles de l'Ile, c'est presque le prix de la rénovation et de la réaffectation de l'Alhambra! Il s'agit de payer pour des erreurs du passé; mais comment allons-nous expliquer cette dépense à la collectivité, comment justifier ce gâchis? Après ce gâchis, qui a sa source dans le désordre de l'économie de la construction durant les années folles 1980-1995, comment expliquer aux citoyens ce nouveau gaspillage des deniers publics? De plus, l'Etat ne s'est pas encore déterminé sur le déclassement de la zone industrielle. Le dossier est toujours en commission; or le projet qui nous est soumis reste suspendu à cette décision des autorités cantonales.

La seconde position des Verts, c'est le refus, qui correspond simplement à une radicalisation de la position précédente. A quoi on peut ajouter, si on laisse faire les promoteurs actuels, que non seulement cela ne coûte rien à la collectivité, mais, en plus, la construction d'un immeuble supplémentaire de 22 mètres de haut pourrait protéger les habitants et l'école de l'Europe des nuisances du bruit de la rue de Lyon, qui reste une artère à fort débit; cela les protégerait aussi des courants d'air, car la bise, comme vous le savez tous, souffle d'une manière glaciale à cet endroit. En plus, les gens qui habitent en face verraient leur vue sur la zone industrielle remplacée par celle d'une façade de verre.

De surcroît, les activités qui seraient développées dans cet immeuble de 22 mètres de haut pourraient représenter un apport fiscal pour la Ville de Genève. Enfin, ces mêmes activités représentent un potentiel de mixité, ce qui, à notre goût, est un équilibre que nous devons toujours rechercher dans tout projet d'urbanisme. La mixité est un synonyme d'intégration sociale, de développement pour un quartier, en particulier si on y trouve des logements ou des locaux en propriété par étage, des activités tertiaires, etc.

Les arguments qui déterminent la dernière position des Verts sont les suivants. Le vide créé en dessus des deux étages actuellement construits a un coût en matière d'urbanisme et d'architecture. La lumière, en matière d'urbanisme et

d'architecture, a aussi un coût, la vue, le dégagement tout autant. Cela est aussi valable pour ceux qui habitent de l'autre côté de la rue de Lyon. La politique du pire, visant à plus de densité, etc., n'est jamais une solution durable, elle a un coût social: à un moment ou un autre, les ghettos, vous le savez bien, créent des effets destructeurs collatéraux. Nous sommes obligés d'être attentifs en ce sens à la demande des habitants qui ne veulent pas se trouver enfermés entre des murailles de verre et d'acier. On ne peut pas négliger non plus, d'un revers de la main, une pétition de 1100 signatures, même si, entre-temps, les habitants se sont démobilisés – mais peut-on leur en tenir rigueur?

Nous, les Verts, qui sommes attachés à la concertation, à la démocratie locale et citoyenne, à un urbanisme conçu plutôt que subi, sommes donc extrêmement réticents au projet initial d'une barrière de 22 mètres de haut. C'est du moins la position d'un tiers d'entre nous, très précisément. Vu la faiblesse de la réflexion en matière d'urbanisme et la pauvreté de l'architecture, malheureusement chronique à Genève, pratiquement et totalement soumise à l'efficacité, à la rentabilité et à l'utilitarisme bas de gamme, souvent sous prétexte d'urgence et de crise du logement – ce à quoi nous nous trouvons de nouveau confrontés – nous sommes malheureusement contraints à accepter, voire à promouvoir, un urbanisme et une architecture de réparation.

Le commandement devient: sauvons ce qui peut l'être pendant qu'il est encore temps! Nous nous devons de faire ce geste de générosité, soit d'accorder les 11,5 millions de francs demandés dans la proposition Pr-169, par solidarité avec les centaines de personnes qui vivent à cet endroit. Il y a en effet 840 appartements, plus une école qui a l'air d'un confetti, avec grillage en prime.

En conclusion, nous attendons activement le débat de ce matin pour voir si notre position peut être amenée à se décanter. Fidèle à notre position d'arbitre au sein de cette assemblée, nous aimerions aussi dire ceci en conclusion. Si le montant de plus de 11,5 millions de francs requis dans la proposition PR-169 devient l'occasion de rebondir, de changer la donne, de faire un geste décisif pour l'aménagement de ce quartier sinistré, dans une vision globale, comprenant le futur aménagement du parc et la requalification de toute la zone industrielle, en parallèle à la construction du stade de la Praille, si, par exemple, notre choix de ce matin à travers ce dossier consacrait une vraie valeur ajoutée qui redonne de la qualité à l'espace public et redonne une fierté aux habitants d'habiter là et de pouvoir espérer vivre harmonieusement, au lieu d'avoir envie de le fuir, alors notre position pourrait évoluer.

Le président. Monsieur Gallet, vous allez arriver à la fin du temps de votre intervention, je vous prie donc de conclure.

Proposition: parcelles rue de Lyon/promenade de l'Europe

M. Alain Gallet. Je conclus. Alors, s'il y a cette valeur ajoutée, le jeu en vaudrait peut-être la chandelle, car pour nous, dans cette ville de Genève hypercentralisée, la décentralisation, culturelle par exemple, nous semble un objectif souhaitable.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Monsieur le président, avant de développer mon argumentation, je souhaiterais que vous lisiez la lettre qui vous a été adressée par M. Christian Grobet, député.

Le président. Non, Monsieur Zaugg, nous ne lirons pas cette lettre, parce que, d'une part, elle a été distribuée aux chefs de groupe, cela a été annoncé en début de séance et que, d'autre part, le courrier de M. Grobet ne demande pas la lecture de cette lettre.

M. Christian Zaugg. Je prends la parole pour dire que je m'étonne du peu d'enthousiasme avec lequel la commission des finances a voté la variante 3 de la proposition PR-169, car elle est vraiment excellente. D'une part, elle permet d'atteindre l'objectif recherché, donc de conserver une ouverture, un bout de ciel bleu pour l'école de l'Europe et, d'autre part – nous le proposons – de pouvoir installer, dans un immeuble de deux étages sur rez, des services utiles au plan social et, pourquoi pas, en faveur de la Planète des enfants, ainsi que pour l'école, je pense en particulier au parascolaire qui en a bien besoin.

Alors que veulent dire ces propos de couloir, ces menaces de référendum, ces slogans faciles et populistes qui laissent entendre que la Ville jetterait plus de 11,5 millions de francs à tous vents. Non, il ne s'agit pas de près de 12 millions de francs pour de l'air, mais bien d'un montant destiné à réparer une erreur architecturale majeure qui enferme une école dans une ceinture d'immeubles très élevés qui l'étouffent. J'aimerais bien que celles et ceux qui parlent de référendum se mettent à la place des enfants qui ne feront peut-être, c'est vrai, pas le poids vis-à-vis d'électeurs désinformés qui pourraient céder à des formules simplistes et dénuées d'humanité. S'il y en a dans cette salle, je les condamne à gérer les problèmes de violence liés au sentiment d'enfermement, le temps d'une scolarité pour leurs enfants à l'école primaire de l'Europe. Ces élèves y apprendront beaucoup de choses, car les enseignants de cette école travaillent très bien, mais il leur manquera un je ne sais quoi d'épanouissement, le goût des grands espaces ou encore le sourire de l'enfant qui voit la vie du bon côté. Mais, ne vous en faites pas, on leur dira pourquoi plus tard.

Enfin, le crédit que l'on nous propose de voter aujourd'hui, c'est aussi le prix à payer pour une école en faveur de laquelle on n'a pas voulu donner tous les moyens auxquels elle aurait pu avoir droit. Allez, tope là, comparons l'incomparable! Je prends un exemple: l'école Le-Corbusier, qui se trouve à Malagnou et l'école de l'Europe sise, elle, dans le périmètre des Charmilles. Il me semble constater deux petites différences entre ces écoles, une différence d'époque, bien sûr, mais aussi de classe... de classes mieux illuminées sans aucun doute! Il convient alors de combler l'écart et l'Alliance de gauche estime qu'il vaut la peine d'investir 11,5 millions de francs pour de la lumière, pour une construction de deux étages sur rez contenant des locaux scolaires et parascolaires, pour des salles sur tout un niveau entièrement attribuées à la crèche, très à l'étroit dans l'école, ainsi que – pour finir de brosse le tableau – pour un étage réservé aux actions sociales que la Ville entend mener dans le quartier. Un tel bâtiment pourrait répondre au manque évident d'espace pour les jeunes et les enfants.

Des voix parlent du coût élevé de l'opération, mais il s'agit d'un coût qui correspond tout juste au tiers du prix de construction d'une belle école en ville de Genève. C'est là que la variante 3 présente un plus, car il est difficile de légitimer une dépense de près de 12 millions de francs pour un lieu qui ne contiendrait que du vide. Elle a pour effet de réparer les erreurs du passé, tout en répondant au juste besoin d'ouverture et d'espace revendiqué par les habitants du quartier. Prenant en compte cette aspiration, ce crédit représente un montant raisonnable pour survivre dans une école au cœur d'un ensemble démesuré, écrasant, générateur de mal-être et d'agressivité qu'il n'aurait jamais fallu construire selon de tels gabarits.

Par conséquent, la variante 3 n'est pas un trompe-l'œil destiné à leurrer les citoyens, mais, au contraire, un investissement social qui permettra aux habitants des Charmilles, grâce à nous, de ne pas voir leur environnement se dégrader dans des proportions que personne ici ne souhaiterait pour les quartiers que vous et moi nous habitons.

Nous ne suivrons donc pas les socialistes qui, en commission, ont opté pour la variante 2. Ceux-ci, en défendant une position excessive, risquent de porter un coup fatal à la démarche de concertation entreprise par le Conseil administratif. Nous pensons que c'est un choix qui risque de tout annuler et qui conduirait sans aucun doute possible à la construction du grand immeuble prévu initialement.

Je vous engage donc, chers collègues, à voter pour la variante 3, la seule qui est de nature à concilier les impératifs sociaux, écologiques et économiques posés par le projet qui nous est soumis. Dans la foulée, je vous invite à examiner, pour bien marquer cette volonté, deux amendements que je viens de remettre au bureau. Le premier se propose de donner le titre suivant au projet d'arrêté:

Projet d'amendement

«Un bâtiment pour compléter les équipements scolaires et sociaux du quartier des Charmilles.»

Le second amendement précise ceci, dans un nouvel article 3:

Projet d'amendement

«La construction de deux étages sur rez sera prioritairement affectée à des locaux scolaires, parascolaires, en faveur de la petite enfance ainsi que pour des actions sociales ponctuelles en faveur des jeunes du quartier.»

Merci d'avance, chers collègues, de réserver un accueil favorable à ces amendements.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Je tiens ici à remercier M. Gallet qui a refait un historique relativement complet de ce qui s'est passé dans le périmètre des Charmilles concerné. Le groupe libéral sur cet objet n'optera pas pour une abstention active, mais pour une abstention, disons, plutôt dégoûtée. Nous sommes un peu dégoûtés, Mesdames et Messieurs, d'avoir à nous trouver dans la situation actuelle, de devoir réparer des erreurs passées, de devoir maintenant dépenser 11,5 millions de francs pour acheter de l'air. Pour ceux qui pensaient, parmi nous ou dans la population, que certains membres de l'Alternative ne manquaient pas d'air, eh bien, ce n'est pas vrai, ils en manquent parce qu'ils en veulent encore pour 11,5 millions; il convient de le dire.

Certes, le quartier des Charmilles est un peu sinistré au point de vue de la densification et il manque d'équipements sociaux, mais c'est quand même invraisemblable d'avoir maintenant à se prononcer sur un objet comme la proposition PR-169.

Nous, les libéraux, ne pouvons pas refuser ce projet, car nous tenons aussi, je dirai, à défendre les intérêts des propriétaires qui sont au bénéfice d'autorisations de construire, mais, en tout cas, ne nous demandez pas d'approuver une dépense pareille pour une histoire aussi mal embouchée.

M. Roman Juon (S). Mesdames et Messieurs, je vais essayer de ne pas être trop long; je diviserai mon intervention en neuf points.

Voici le premier point. Aux Minguettes, à Lyon, la commune a entrepris des démolitions – je les ai vues – pour diminuer la densification de ce quartier. Un certain nombre d'immeubles a donc été dynamité. Cela s'est beaucoup fait en France, en Angleterre, en Allemagne et en Italie, il y a une quinzaine ou une vingtaine d'années; on peut d'ailleurs voir des photos ou des reportages télévisés. C'est impressionnant.

Le deuxième point consiste à demander: à Genève, que fait-on? On fait le contraire; ainsi, aux Charmilles, on continue à densifier. Avez-vous vu la construction du côté de Tavano à la rue de Lyon? Il y a un mur de 15 mètres de hauteur. Nous disons: halte au bétonnage! Cela est à prendre dans un sens purement populaire et non pas architectural. Le plan localisé de quartier (PLQ) du secteur de l'Europe est un échec monumental. Dans le rapport de la commission d'urbanisme que nous venons de recevoir à propos de l'ensemble des Charmilles, à la page 28, il est dit: «Ce n'est certainement pas le modèle à suivre.» A l'époque, à la fin de 1989, la majorité du Conseil municipal avait rejeté le PLQ, la gauche et les socialistes s'étaient abstenus, seuls les libéraux et le PDC l'avaient accepté; par contre, les Verts et les radicaux avaient clairement dit non. J'ai relu le *Mémorial*, c'est édifiant! Des syndicalistes, des gens conscients de ces problèmes ont envoyé des lettres au président du Conseil d'Etat de l'époque pour demander de modifier ce projet. Cela n'a pas été fait, puisque le Conseil d'Etat a passé outre à l'avis de notre Conseil pour, ensuite, aboutir à la catastrophe d'urbanisme que nous connaissons.

Troisièmement, je vais parler du rapport de la commission des pétitions P-28 A, du 4 décembre 2000, et, plus particulièrement, de la concertation avec les habitants des Charmilles. La proposition PR-169 du Conseil administratif est peut-être intéressante, mais elle ne respecte pas les conclusions du rapport P-28 A, acceptées par le Conseil municipal, parce qu'il n'y a pas eu de concertation avec la population et c'est cela qui nous chicane. Pourtant, cette pétition comptait 1111 signatures; cela représente un nombre important de personnes. Sachant qu'il y a 800 appartements dans le quartier de l'Europe, vous multipliez par deux ou trois – voire plus – pour arriver au nombre d'habitants; cela fait beaucoup de monde, ce n'est pas rien.

Le Conseil administratif aurait pu faire le travail de sondage et d'information que nous avons fait et dont je vous parlerai tout à l'heure. Lors d'une séance du Forum de Saint-Jean, au cours de laquelle le maire et Christian Ferrazino ont exposé leurs idées, oralement et sans plan, et, lors de l'audition de M. Ferrazino à la commission des travaux le 9 octobre 2000, ce dernier a déclaré qu'il tiendrait compte de l'avis des pétitionnaires, qui demandaient la construction d'un étage sur rez. Cela est mentionné à la page 4 du rapport P-28 A. Notre parti a donné sa position et a redemandé qu'une concertation ait lieu avec les habitants, mais le

Conseil administratif n'a pas souhaité les consulter; c'était au mois de décembre. Pourtant, lors des séances des 15 et 16 janvier 2002, M. Tornare a expliqué, à deux reprises au moins, l'intérêt majeur du Conseil administratif pour la concertation.

Quatrièmement, je m'exprimerai sur le sondage effectué auprès des habitants du secteur Planète Charmilles. Nous avons distribué 800 bulletins dans 800 boîtes aux lettres. Volontairement, nous n'en avons pas distribué plusieurs par boîte aux lettres, car nous demandions l'avis d'une personne par famille. Sur place, nous avons fait une journée d'information, nous y avons tenu un stand – il faisait moins 2 degrés; M^{me} Ecuivillon nous a rendu visite ce jour-là, mais j'étais absent à ce moment-là – et à notre grande surprise, que s'est-il passé? Sur les 800 questionnaires, 318 nous ont été retournés, ce qui représente environ 40% des bulletins. Sur 20 bulletins, il était demandé deux étages pour l'immeuble concerné. Un enfant – parce que certains enfants se sont exprimés – nous a demandé de faire tous les étages, parce que son papa est maçon. Ensuite, sur 292 bulletins il était demandé un étage sur rez; enfin, nous avons reçu 6 bulletins blancs, sans avis.

Mesdames et Messieurs, ceux qui désirent voir le bulletin que nous avons distribué peuvent le demander; il était très clair et toutes les positions y figuraient: deux étages sur rez, un étage sur rez. Nous avons donc entendu l'avis de beaucoup de monde, ce qui était très intéressant. Je tiens aussi à souligner que, sur 40% de personnes qui se sont exprimées, il y a eu beaucoup d'étrangers habitant le quartier. Le promoteur m'a bien confirmé qu'il y a à peu près 80% d'étrangers à Planète Charmilles. En plus, il y a un certain pourcentage de personnes placées par l'Hospice général et beaucoup d'entre elles ne se sont pas exprimées, par crainte d'être remarquées – c'est toujours le problème des étrangers lorsque nous faisons un référendum; ces gens sont gênés et n'osent même pas approcher un stand.

Ce qui est ressorti de ces explications sur place, orales principalement, c'est que le centre commercial de Planète Charmille sert de lieu de rencontre, mais qu'après 19 h il faut autre chose. Les habitants étouffent, et une bonne partie de ceux-ci ont dit qu'ils ont pensé déménager à la suite de la construction sur la rue de Lyon d'un bloc de cinq étages et plus, de couleur sombre. J'espère que quelques-uns d'entre vous se sont rendus sur place.

Cinquièmement, que faut-il faire? Un rez plus un étage, cela mesure 6 mètres de haut. On voit les arbres dépasser à la rue de Lyon et le ciel, bleu ou gris; cela crée une échappée. Pour l'œil – disons à 1,60 mètre de hauteur – avec un peu de recul, parce que l'école est située juste derrière cette construction, on aurait un angle réduit, ce qui permettrait un dégagement pour la vue. Par contre, avec deux étages – des mesures ont été faites sur place – il est clair qu'on arriverait à une

hauteur d'environ 10 mètres. On ne verrait plus les arbres et il faudrait lever haut la tête pour voir le ciel. Avec deux étages, l'effet de masse serait garanti entre la façade en béton armé de l'école et le mur sombre du bâtiment. Il faut donc s'en tenir à l'idée de construire le rez plus un étage, parce que ce serait bien accepté par les habitants. En effet, dans leur pétition, la P-28, il était bien mentionné qu'ils désiraient un rez plus un étage pour y aménager des locaux destinés principalement aux associations de quartier et aux jeunes.

Il est clair que tout le monde demande qu'on fasse quelque chose pour les jeunes, car ils s'embêtent; ils traînent dans le centre commercial de Planète Charmilles et c'est n'est pas une bonne chose. Il faut étudier l'ensemble de ce lieu et proposer des aménagements. Dans la proposition PR-169, pour un montant de 11,5 millions de francs, rien n'est prévu pour aménager l'intérieur du bâtiment et réaménager la place située devant celui-ci. Il faudra donc sérieusement y penser.

Prochainement, nous allons déposer une motion concernant les problèmes du centre commercial Planète Charmilles, car celui-ci est vraiment devenu le lieu de rencontre du quartier; il est encombré de petites boutiques, de magasins et on y étouffe. J'ai pu le constater à plusieurs reprises, car j'y suis allé au moins une trentaine de fois lorsque j'ai aménagé la place de jeux et ces derniers temps.

Sixièmement, j'aimerais parler de l'éclatement de l'administration dans toute la ville. Les départements de la Ville – y compris le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement – se développent n'importe où dans la ville. Par conséquent, prévoir des locaux administratifs de la Ville dans le bâtiment en question ce soir ne me paraît pas une bonne idée. Il faut que cela cesse et que l'administration se regroupe. Le Parti socialiste planche sur un tel projet. La commission des travaux, pas plus tard que mercredi passé lors de sa séance sur le programme financier quadriennal, a émis des critiques à propos de cette situation, car on a pu voir certaines demandes pour aménager des locaux pour un certain département, pour des sous-départements, mais des locaux répartis dans toute la ville, et ce n'est plus possible! Maintenant, l'administration doit se regrouper et le Conseil administratif doit faire une proposition soit pour l'achat d'un immeuble administratif, soit pour en construire un, le plus centré possible pour que les citoyens puissent s'y rendre sans problème.

En point sept, les PLQ à la trappe! Le quartier des Charmilles est un quartier sacrifié. Par contre, on ne touche pas aux zones villas, les référendums au sujet des quartiers du Mervelet, de Contamines, des Genêts, etc., en témoignent; mais aux Charmilles, sacrifié pour sacrifié, on construit quand même et le quartier sera trop densifié, comme celui des Minguettes à Lyon. Les habitants des Charmilles ont assez donné. Il faut construire ailleurs, y compris dans les zones villas, qui devront être densifiées, crise du logement oblige.

Le président. Monsieur Juon, vous n'arriverez pas au bout de vos neuf points, parce que vous avez épuisé votre temps de parole...

M. Roman Juon. Mais, Monsieur le président, laissez-moi conclure. Nous vous proposons des amendements qui modifient le projet d'arrêté; je les ai déposés sur votre bureau et je les développerai plus tard.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Monsieur le président, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris en quoi consiste les amendements de M. Juon, mais j'interviendrai à nouveau tout à l'heure, le cas échéant. Je souhaitais à ce stade du débat répondre à un certain nombre d'affirmations erronées qui ont été prononcées.

Tout d'abord, Monsieur Gallet, la proposition PR-169 n'est pas la proposition de M. Ferrazino, c'est la proposition du Conseil administratif, qui fait suite à deux motions de votre Conseil municipal et à une pétition des habitants, la P-28, de plus de 1100 signatures – certains l'ont rappelé tout à l'heure – donc, il faut que les choses soient claires. Pour notre part, nous avons fait notre travail à la suite d'un mandat qui nous a été confié par votre Conseil.

Ensuite, de son côté, M. Juon s'amuse à faire des sondages. Vous me rappelez, Monsieur Juon, certains régisseurs que je rencontrais dans mon ancienne profession qui, pour justifier le prix des loyers, disaient à leurs locataires: «Nous avons aussi fait des sondages en fonction de la demande que nous avons.» Quand nous avons vu les termes du sondage, où, par exemple, on demandait aux gens s'ils préféreraient un logement situé en haut de l'immeuble, plein sud, ensoleillé, avec balcon et ascenseur, ou un studio situé au rez-de-chaussée, au nord et un peu ombré, à 99% – nous étions étonnés que cela ne soit pas à 100% – on nous répondait que, finalement, c'était la première option qui était retenue. Je ferme ici cette parenthèse, Monsieur Juon, pour vous dire que cela ne sert à rien de vous reposer sur 40%, 50% ou 80% de réponses à telle ou telle question, mais que c'est à vous, Conseil municipal, de prendre la décision.

Quant à nous, Conseil administratif, nous vous avons offert un certain nombre de variantes. Nous vous avons dit pourquoi nous penchions pour une de celle-ci, la variante 3, je vous le rappelle, parce que personne n'en a parlé jusqu'à présent et je crois que cet élément est important. Si nous vous avons suggéré de retenir cette variante qui propose deux étages sur rez, c'est pour deux raisons essentielles. Là, je réponds aussi en partie à M. Gallet qui, dans son intervention, a plus mis l'accent sur les aspects négatifs de la proposition PR-169, en parlant beaucoup d'air, de vide, mais en omettant totalement de parler du plein, c'est-à-dire de ce qu'il est prévu d'aménager à l'intérieur du bâtiment dont l'acquisition est pro-

posée. Cela est très important. Mon collègue Manuel Tornare s'exprimera tout à l'heure mieux que moi à ce sujet, par rapport aux besoins qu'il enregistre régulièrement, que ce soit pour la petite enfance, le parascolaire ou tout simplement, de manière plus importante, pour les écoles.

Ceux qui ont suivi les débats du Grand Conseil – il y a certains députés parmi vous et j'en suis un aussi – ont été un peu surpris de constater que l'Etat, aujourd'hui, est amené à proposer de construire des baraquements dans cinq cycles d'orientation, parce qu'il n'y a pas suffisamment de classes. Dans le secteur de Planète Charmilles, à proximité immédiate de l'école de l'Europe, nous avons la possibilité d'avoir des locaux de réserve pour une extension de cette école, et vous savez qu'il y a des besoins scolaires dans ce quartier. Vous savez également que la crèche se trouvant dans cette école ne répond pas à la demande. M. Tornare reviendra sur ce point tout à l'heure. Vous savez, parce que tout le monde le relève, que c'est un quartier qui souffre d'un manque cruel d'équipements publics, que ce soit pour les jeunes, comme l'a rappelé M. Zaugg, ou pour les aînés; d'ailleurs, il serait bon que l'amendement qui a été proposé par M. Zaugg puisse intégrer également les aînés du quartier, pas seulement les jeunes.

C'est vous dire que les besoins sont nombreux, puisque, à l'époque où nous nous avions saisis de la proposition PR-169, nous n'avions pas préalablement délimité l'ensemble de ces besoins. Maintenant, je dois dire que l'amendement de M. Zaugg est bienvenu, puisque nous sommes à même de pouvoir vous confirmer que ces besoins aujourd'hui sont bien réels et que, si l'acquisition proposée dans la proposition PR-169 est votée, elle nous permettra de répondre à cet objectif. Il est donc légitime de pouvoir le préciser dans l'arrêté de la proposition.

Maintenant, Monsieur Juon, faites attention aux propos que vous tenez, parce que nous avons des contacts, notamment avec la Fédération des associations d'habitants du quartier. Je vous rappelle que, si la fédération en question et une habitante courageuse n'étaient pas intervenues pour faire recours, nous ne serions pas là aujourd'hui pour discuter de cet objet, car l'immeuble aurait été construit. Au lieu de laisser croire que cette fédération ne vous convient pas, vous feriez peut-être mieux de la remercier d'avoir fait recours et fait bloquer le chantier, car, sans cette procédure, nous n'aurions pas du tout eu l'occasion d'en parler aujourd'hui.

Je vous rappelle que le chantier a été bloqué grâce à ce recours, dans l'attente, évidemment, que la Ville se détermine. Je vous rappelle également que l'Association de quartier, que vous avez rencontrée et qui était au départ partie prenante du recours, s'est retirée. Pour notre part, nous n'avons plus eu de contacts avec elle et je peux vous dire qu'au Conseil administratif nous n'avons pas reçu une quelconque lettre d'un locataire, d'un habitant ou de cette association pour nous dire

que son cœur penchait pour telle ou telle variante. Cela étant, je vous le rappelle, il vous incombe, conseillers municipaux, qui êtes en charge de voter des arrêtés de prendre la responsabilité de faire tel ou tel choix.

J'ai rappelé un des éléments qui nous ont amenés à vous proposer la variante avec deux étages sur rez, qui nous permet de construire les équipements publics dont nous avons besoin et qui font cruellement défaut dans ce quartier. Toutefois, il y a un deuxième élément que j'entends relever, parce que, manifestement, il a été totalement occulté dans les développements que nous avons entendus tout à l'heure. Pourtant, en commission, j'ai insisté sur ce point lorsque je vous ai présenté les trois variantes que nous avons étudiées: c'était le prix au mètre carré auquel nous parvenions. J'aimerais que vous cessiez de dire que nous allons dépenser 11,5 millions de francs pour acheter du vide, puisque, je vous le rappelle, dans la proposition, en tout cas celle que nous avons proposée au Conseil municipal, vous arrivez à une surface brute de 2770 m² et que le prix au mètre carré – sans les aménagements intérieurs, j'en conviens, raison pour laquelle un crédit d'étude vous est également demandé – revient à 4260 francs/m². Monsieur Gallet, si vous nous faites des propositions d'acquisition d'immeubles déjà construits dans le quartier à ce prix-là, nous sommes prêts à les examiner. Alors, si c'est cela du vide... En fait, ce sont les prix du marché.

Dans la négociation qui a abouti à la proposition PR-169, nous avons réussi à vous proposer une acquisition qui a le triple avantage de ramener au prix du marché le coût de la construction que nous envisageons d'acquérir, de réduire les implications négatives qu'une construction de 22 m de haut aurait occasionnées sur l'ensemble du site et d'offrir des équipements publics, que ce soit pour une extension de l'école, de la crèche ou des locaux polyvalents qui seront destinés aux jeunes ou aux aînés du quartier. Voilà ce que je souhaitais rappeler à ce niveau du débat.

Pour répondre aux propos de M. Oberholzer de tout à l'heure, il est vrai que ce n'est pas facile d'expliquer la position du Parti libéral, parce qu'il n'est pas en faveur de la proposition PR-169, mais il n'est pas contre celle-ci non plus. Ensuite, comme vous ne voulez pas, au Parti libéral, des abstentions dynamiques, parce que ce sont vos cousins radicaux qui se réservent cette démarche, vous nous avez laissé comprendre que vous n'étiez pas tout à fait emballés. Je dirai qu'à l'image de l'eau d'Evian votre argumentation est un peu acratopège, Monsieur Oberholzer; je comprends que vous soyez gêné aux entournures, mais ne venez pas nous dire des choses qui sont totalement erronées – comme M. Ducret l'avait fait dans le débat d'entrée en matière sur la proposition PR-169. Il n'a pas été donné connaissance de la lettre que M. Grobet a adressée au Conseil municipal... Ecoutez, Monsieur Ducret, cela vous intéressera, ou il faudra demander à votre chef de groupe qu'il transmette... (*Remarques de M. Ducret.*)

Le président. Monsieur Ducret, vous vous exprimerez quand vous aurez la parole.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Monsieur Ducret, vous vous souviendrez peut-être – et si votre mémoire vous fait défaut aujourd’hui comme c’était le cas la dernière fois, vous pourrez relire les coupures de presse annexées à la lettre de M. Grobet (*M. Ferrazino montre l’article d’un journal*) – que les milieux immobiliers proposaient plus de 1600 logements sur le site de Planète Charmilles à l’époque. Le Conseil d’Etat, dont certains membres vous étiez proches, Monsieur Ducret, proposait, quant à lui, 900 logements. M. Grobet, que vous aviez mis en cause et qui était en charge du Département des travaux publics, avait présenté un projet pour 600 logements. La majorité au Conseil d’Etat, qui était la vôtre, a précisément fait pencher la balance pour 900 logements, d’où la situation que nous avons aujourd’hui aux Charmilles. Si nous devons revoir aujourd’hui une erreur urbanistique, il est clair qu’elle est due, Monsieur Ducret, aux milieux politiques qui sont les vôtres et aux milieux immobiliers qui vous sont également proches.

Quant à nous, nous n’entendons pas relancer cette polémique du passé que certains ont voulu générer lors de l’entrée en matière sur la proposition PR-169. Nous entendons simplement rendre le Conseil municipal attentif au fait que le Conseil administratif fait le travail que le législatif lui a demandé. Vous pouvez aujourd’hui vous déterminer pour l’une ou l’autre de ces variantes, ou pour aucune. Il faut simplement savoir que la conséquence de votre choix est que la procédure va reprendre s’il n’y a pas de vote favorable pour l’une ou l’autre de ces variantes et que, en cas de procédure qui donnerait gain de cause aux promoteurs, c’est-à-dire qui constaterait que l’autorisation de construire est toujours valable, nous aurions dans les mois qui viennent une construction de 21 m à la corniche, qui bouclerait définitivement la petite parcelle où se trouve l’école de l’Europe. Voilà, Mesdames et Messieurs, le choix qu’il vous appartient de faire aujourd’hui.

Le président. En ce qui concerne les amendements de M. Juon, ce dernier s’est réinscrit pour reprendre la parole et il les explicitera lorsque son tour viendra.

M^{me} Alice Ecuillon (DC). Dans son rapport, la rapporteure note que le vote de cette proposition n’a pas soulevé l’enthousiasme et elle poursuit en relevant que «ce n’est peut-être pas la meilleure solution qui a été choisie, mais c’est peut-être la moins mauvaise». Sur ce point, nous pouvons la suivre. En effet, il est temps dans l’intérêt de tout le monde, y compris des habitants, que la saga du

périmètre de l'Europe arrive à son terme. Il est nécessaire qu'une solution soit trouvée, la moins dommageable pour les habitants et non seulement la moins dommageable mais, à terme, la plus intéressante.

La variante 3, même si elle n'est pas parfaite, est de loin la plus intéressante dans l'intérêt de tous. Les habitants y trouveront des locaux communautaires, qu'ils réclamaient à grands cris, la Ville de Genève trouvera des locaux administratifs dont elle a grand besoin – elle sera dans ses meubles – et il est permis de rêver: un certain nombre de mètres carrés pourraient être mis à la disposition d'associations cherchant désespérément des locaux à bon prix, puisque nous avons dû faire face à plusieurs demandes de ce type par le biais des auditions faites par la commission sociale et de la jeunesse à l'occasion du budget, sans aucune possibilité de pouvoir y répondre positivement.

La solution de la variante 3 pourrait répondre à divers besoins de la population, besoins auxquels nous cherchons à répondre tout au long des jours. Cette même population, aux désirs ambivalents, souhaite tout et son contraire, puisque, si elle demande des locaux pour les jeunes, pour les aînés, pour les enfants et leurs parents, elle n'hésite pas à demander aux clients du centre commercial de Planète Charmilles de signer une pétition du Parti socialiste – c'était le 12 janvier – demandant que le bâtiment en construction soit complètement rasé! Cela veut dire 11,5 millions de francs pour raser un bâtiment; je pense que c'est le baroud d'honneur des socialistes.

J'aimerais rappeler que le bâtiment dont nous parlons ne sera pas vu par les élèves et ne les gênera pas dans leurs travaux de classe, puisque le dernier pavillon de l'école de l'Europe, le plus proche du côté de la rue de Lyon, ne comprend aucune classe, mais une salle de gymnastique et la ludothèque. Ce qui nous paraît important en ce qui concerne l'esthétique, avec la suppression d'une dalle latérale qui, aujourd'hui, du côté du Salève, alourdit le bâtiment, c'est que celui-ci soit traité de la même façon que ses voisins, que ce ne soit pas un bloc de béton, mais qu'il ait une enveloppe de verre donnant un sentiment de transparence. Ne suivons donc pas le catastrophisme de M. Juon. Quant au groupe démocrate-chrétien, il votera la variante 3.

M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP). J'interviendrai cette fois au nom de mon groupe. Nous nous rallierons à l'amendement de M. Zaugg, qui demande que le bâtiment soit mis à la disposition des associations de quartier, de la petite enfance, des jeunes, des aînés et même des partis politiques.

Concernant les locaux administratifs, je pense que M. Tornare pourra en trouver en d'autres lieux; il me semble prioritaire de donner des locaux à la population du quartier qui en a vraiment besoin.

M. Bernard Lescaze (R). Nous assistons là à un débat très intéressant: nous recevons des documents, nous entendons des choses de la part de la majorité du Conseil municipal qui sont contestées par le conseiller administratif appartenant à la même majorité... Je dois dire que je m'amuse un peu, mais je me suis moins amusé quand j'ai entendu notre collègue M. Gallet expliquer pour son seul groupe, l'un des sept du Conseil municipal, ses trois positions. Si chaque groupe faisait comme cela, nous aurions 21 positions et bientôt nous pourrions avoir le *Kama-sutra (rires)*, mais la question n'est pas là. La rue de Lyon est en train de devenir, au monopoly de notre République, un véritable eldorado. C'est pour la Ville la rue la plus chère; on dépense des millions au-dessus du stade des Charmilles, on dépense des millions en dessous de celui-ci; véritablement, il pourrait y avoir des petites briques rouges.

En tant qu'historien et avant d'en venir au fait et à la position aujourd'hui, *hic et nunc*, du Parti radical et puisqu'on a – à juste titre, Monsieur le président – refusé à M. Zaugg la lecture de la lettre d'un ancien magistrat, j'aimerais quand même parler des articles très intéressants d'un quotidien local de l'époque, articles que M. Grobet a jugé bon d'adjoindre à sa lettre, comme pour l'appuyer. Pour la mémoire collective, je rappellerai qu'on prévoyait dans ce quartier des Charmilles un ensemble strictement piétonnier, avec des arbres, des dallages, des places à l'italienne, des fontaines. Les habitants du quartier jugeront ce que valent les promesses faites à l'époque, mais le magistrat signataire de la lettre, M. Grobet donc, ajoutait, et cela concerne strictement le point qui nous occupe aujourd'hui, le maintien d'une zone industrielle sur les terrains Tavano et Hispano-Suiza, et il ajoutait en ce qui concerne les terrains des Charmilles: «Je suis favorable à une zone industrielle le long de la rue de Lyon, en raison des nuisances de la circulation.»

Or ce texte date de plus de douze ans et je me demande si vraiment, malgré les grands efforts – je le reconnais – que M. Ferrazino et ses collègues font pour empêcher les voitures d'arriver en ville, si la circulation a diminué à la rue de Lyon. Je ne le crois pas et je pense que, sur ce point, M. Grobet a toujours raison. Effectivement, il aurait fallu qu'il y ait des locaux administratifs, ou industriels, ou artisanaux et d'une certaine hauteur de façon à protéger les habitants du bruit, puisque de toute façon les arbres ne sont plus là.

Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là, un accord est intervenu entre la Ville de Genève et les promoteurs, mais nous ne sommes pas persuadés, Messieurs du Conseil administratif, qu'il s'agisse d'un bon accord. Nous comprenons très bien les besoins du quartier. Il y a partout des besoins d'équipements sociaux, mais faut-il les mettre ici et à quel prix? Nous avons bien entendu et noté que le prix était de 4260 francs le m², ce qui, selon le conseiller administratif, n'est pas cher. Il nous permettra quand même de penser que ce n'est pas non plus bon marché, ce n'est probablement pas excessif, c'est un prix. Malgré tout, la Ville veut dépenser

11,5 millions de francs, plus un certain nombre de centaines de milliers de francs, probablement 2 millions de francs, pour l'aménagement intérieur, car une fois le bâtiment construit il faudra encore l'aménager et on sait bien que la Ville n'aménage pas à bon marché. Encore récemment, une collègue socialiste s'indignait du prix des chaises que son magistrat voulait faire acheter dans je ne sais plus quelle grande surface; c'est un projet qui est actuellement à l'étude. Nous voyons donc que la Ville aménage à des coûts assez élevés.

La position radicale est simple et cohérente: nous en avons assez de l'argent qui est, non pas gaspillé, mais pas forcément non plus utilisé de manière raisonnable. Nous pensons que la majorité du Conseil municipal doit assumer ses responsabilités. Nous n'allons pas revenir sur les responsabilités du passé. Nous ne sommes absolument pas d'accord avec ce qui a été dit: il ne faut pas confondre la densité et le type d'aménagement voulus. Les radicaux de l'époque étaient pour une densité plus élevée que celle qui a été réalisée aux Charmilles, mais pour un aménagement complètement différent. Moi-même, dans cette salle, j'avais parlé d'un aménagement du type «vieux Carouge», c'est-à-dire des bâtiments plus serrés, mais beaucoup moins hauts. Cet aménagement n'a pas du tout été suivi, on semble aujourd'hui l'oublier.

Nous sommes donc décidés à suivre ce que nos commissaires ont fait en commission, c'est-à-dire à laisser la majorité prendre ses responsabilités. Pour notre part, nous n'acceptons pas un crédit aussi élevé que celui qui est proposé; cependant, nous n'entendons pas prendre part aux querelles de cette majorité, soit un étage, deux étages, pas d'étage; il appartient au Conseil administratif de rassembler sa majorité sur ce point.

Je ne comprends pas pourquoi dans la proposition PR-169 telle que l'a faite le Conseil administratif celui-ci explique que des procédures juridiques pourraient continuer, mais qu'il veut absolument les éviter, alors qu'en ce qui concerne la proposition PR-125, à savoir le Restaurant du Parc des Eaux-Vives, un endroit ouvert au public, le Conseil administratif veut absolument poursuivre les procédures. Est-ce à dire que vous, Conseil administratif, êtes déjà convaincus de la faiblesse de votre dossier sur le plan juridique dans le cas des Charmilles? Je pense alors que vous avez raison. Eh bien, maintenant, assumez les erreurs qui ont été commises, non pas par vous, mais par vos prédécesseurs et que nous n'avons cessé de dénoncer depuis douze ans. Pour notre part, nous continuerons à les dénoncer et nous voterons non ou nous nous abstiendrons suivant les sensibilités des uns et des autres.

M. Manuel Tornare, maire. Mesdames et Messieurs, j'interviendrai sur deux points. Concernant la concertation, certains ici veulent donner des leçons de concertation à mon collègue Ferrazino et à moi-même. Cela fait quand même rire

les habitants de Saint-Jean Charmilles qui nous entendent en ce moment sur TV Léman bleu, car je crois que nous avons donné des preuves et des gages concernant la concertation; la Poste de Saint-Jean en est un bel exemple. Il est facile d'arriver à la vingt-cinquième heure dans le quartier, comme certains, et de parler, parce que c'est le cas, de concertation. M. Ferrazino et moi-même avons fait des séances dans le quartier et nous avons vu peu de conseillers municipaux lors de ces séances. N'est-ce pas, mon cher collègue? C'est comme pour la poste de Saint-Jean, à un moment donné il faut que les pouvoirs publics fassent une pesée d'intérêts. C'est cela le sens de la concertation.

Lors des nombreuses assemblées des habitants à la Maison de quartier de Saint-Jean, j'ai aussi entendu des gens qui voulaient qu'on rase gratis, ils voulaient tout: la poste ouverte 24 heures sur 24 – on a entendu cela de la part d'un hurluberlu – et, bien évidemment, à un moment donné, il a fallu trouver des arrangements. Maintenant, la poste est ouverte le matin; elle occupe la moitié des locaux qu'elle occupait auparavant, cela à la grande satisfaction de la majorité des habitants de Saint-Jean. C'est cela la concertation, ne nous donnez pas des leçons! Dans le quartier, soit mon collègue Ferrazino soit moi-même avons fait une pesée d'intérêts et, comme celui-ci l'a dit très justement, on ne peut pas raser gratis et écouter ceux qui veulent un étage, parce que cela serait quand même du gâchis.

En ce qui concerne les locaux, il est vrai que, dans le quartier de Planète Charmilles, il faut corriger le tir pour que celui-ci trouve ses marques. C'est aussi le cas pour l'aménagement du quartier de Sécheron, dont nous avons parlé l'autre jour à propos de Serono. Dans ce quartier, comme dans celui de Planète Charmilles, il y a un grand besoin d'équipements collectifs.

Comme l'ont dit les représentants de l'Alliance de gauche, à juste titre, pour le parascolaire, je crois qu'on salue partout l'entreprise de la Ville visant à améliorer la qualité des repas pour les enfants, même si un ancien maire de Carouge, qui n'a jamais été réputé pour sa grande compétence politique, m'a attaqué dans le journal des Vieux Grenadiers... (*Protestations.*)

Le président. Voudriez-vous bien vous en tenir au sujet, Monsieur le maire.

M. Manuel Tornare, maire. Je crois qu'il faut des restaurants scolaires et des locaux pour le parascolaire, comme l'a dit Christian Zaugg, et il a raison. En ce qui concerne la petite enfance, évidemment, notre souci d'étendre le service public à la petite enfance est un souci d'amélioration de la qualité, mais aussi de pouvoir offrir plus de locaux à la petite enfance, et en municipalisant nous pourrions mieux piloter cette demande.

Mesdames et Messieurs, en ce qui concerne les jeunes, il est clair que, lorsque nous avons fait les séances de concertation dans le quartier, nous avons entendu beaucoup de jeunes qui se plaignaient... (*M^{me} Salerno bavarde.*) M^{me} Salerno parle de concertation, mais elle n'écoute pas son magistrat... (*Protestations.*)

Le président. C'est un crime, Monsieur le maire! (*Rires.*)

M. Manuel Tornare, maire. Non, mais, plus tard, on me posera des questions, alors que je donne les réponses maintenant. En ce qui concerne les jeunes, je crois que, lorsque nous avons fait ces séances de concertation dans le quartier, ceux qui étaient présents nous ont fait un certain nombre de demandes bien précises. Il est vrai qu'il y a parfois de la violence dans ce quartier, le représentant d'un supermarché voisin nous l'a dit, et c'est important que les jeunes aient un lieu pour se retrouver. Cela vaut également pour les aînés, car on a oublié que pour ces derniers il y a aussi une demande et il est clair que des locaux pourraient être prévus pour eux à cet endroit. Je suis d'accord, Madame Ecuyer, de renoncer à des locaux pour l'administration si le Conseil municipal le désire.

L'autre jour, à la commission des finances, M^{me} Salerno a parlé de contrôle de gestion des politiques publiques. Il y a un paramètre que vous adorez, et moi aussi, dont il faut tenir compte, c'est l'offre que peuvent faire les municipalités à certaines catégories de la population, catégorie sociale, tranche d'âge, pour permettre des activités, et cela nous devons le mesurer. L'absence de locaux est aussi une donnée dont nous devons tenir compte lorsque nous évaluons la politique de la municipalité et, dans ce quartier, il y a un bel exemple d'absence d'équipements collectifs. Nous voulons donc corriger le tir.

Je répète souvent à M. Ducret une phrase de Bernard Shaw, qu'il n'aime pas beaucoup, je sais même qu'il la déteste: «Les médecins peuvent enterrer leurs erreurs, les architectes ne le peuvent pas.» Je le renvoie à l'article de M. Jean Nouvel, grand architecte français, qui, dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine, dit bien que, dans les banlieues françaises, le problème de la délinquance, de la violence, les problèmes actuels, selon lui, sont en grande partie dus aux erreurs architecturales des années 60, 70 et 80. C'est une réalité, Monsieur Ducret. Aujourd'hui, comme nous ne pouvons pas enterrer ces erreurs-là, nous sommes obligés d'en payer le prix. A qui la faute? A certains promoteurs qui ont construit ce qu'on peut voir et ce que nous ne voulons plus. Nous devons donc en tirer une leçon et, aujourd'hui, je ne veux pas lancer une polémique parce que nous sommes malheureusement confrontés aux résultats qui sont bien tangibles.

En ce qui concerne les attaques que M. Lescaze m'a lancées concernant les chaises, je lui apporte la réponse: ce sont les mêmes chaises que celles du

Muséum d'histoire naturelle. Mais, Mesdames et Messieurs, je crois que nous ne sommes pas là pour dépenser, nous sommes là pour essayer de faire en sorte que la population puisse mieux vivre qu'elle ne vit à l'heure actuelle dans ce quartier des Charmilles. De toute façon, Monsieur Lescaze, que ce soient les chaises du Muséum, les erreurs de la petite enfance que vous avez citées tout à l'heure, ou cette erreur architecturale du secteur Planète Charmilles que nous devons corriger, ces erreurs coûteront moins cher que la mauvaise gestion de la Banque cantonale de Genève.

M. Roman Juon (S). Tout d'abord, nous ne nous sommes pas amusés à faire de la concertation, comme le disait M. Ferrazino tout à l'heure, parce que ce n'est pas de l'amusement. Nous ne critiquons pas M. Ferrazino ni M. Tornare de faire de la mauvaise concertation, au contraire, ils la font très bien. Ils ont très bien fait leur travail, je l'ai toujours dit, je les ai toujours soutenus, d'autant plus que la concertation est une affaire que je connais bien, puisque j'en ai fait pendant pratiquement vingt ans au service de la municipalité. Maintenant, concernant la poste de Saint-Jean, l'affaire est classée, c'est gagné, on passe à autre chose.

Dans le cas particulier, sur l'objet lui-même, la concertation n'a pas été faite, cela n'a pas joué. Vous avez parlé, Monsieur Ferrazino, de la Fédération des associations de quartier; or c'est quelque chose que je connais bien, car cela fait plus de vingt-cinq ans que je suis dans les mouvements de quartier et il n'empêche que cette fédération doit être modifiée, parce qu'elle ne fonctionne pas du tout démocratiquement. Nous aurions été très heureux, en tant que Parti socialiste ou comme citoyens élus, de participer à l'opposition qui a vu le jour aux Charmilles, d'y travailler. Vous savez très bien qu'il y a une petite concurrence et qu'il faut vite se mettre avant les socialistes qui sont déjà sur le terrain depuis un certain temps, parce qu'il y a déjà un bon moment qu'on travaille sur ce quartier. Néanmoins, c'est le résultat qui compte.

Comme je n'ai pas pu conclure tout à l'heure et qu'il me restait un dernier point à développer concernant les amendements pour une construction d'un étage sur rez, je vous communique ceux-ci:

Projets d'amendements

«*Art. 2.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 11 100 000 francs (...).

»*Art. 3.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'étude de 160 000 francs (...).

»Art. 4. – (...) à concurrence de 11 100 000 francs.»

Nous nous sommes renseignés auprès du responsable de la promotion et les renseignements que nous avons obtenus disent qu'il est possible d'aller dans ce sens sans prendre de risque.

Maintenant, Monsieur le président, il y a un petit problème dans la modification du texte de l'arrêté que je vous ai transmise. J'ai biffé l'article 5 et l'article 6, mais ces derniers doivent rester. Je vous remercie.

M. René Grand (S). Dans cette affaire, il me semble qu'il y a un problème de fond très important, qui concerne tout le monde, et une question pratique, qui est le nombre d'étages à construire.

En ce qui concerne le problème de fond, je ne veux pas revenir sur tout ce qui a été dit. Des erreurs ont été faites, je suis d'accord qu'on les rappelle aujourd'hui, mais, maintenant, ou bien on répare ces erreurs en tenant compte de l'avis des habitants – tout le monde souhaite le bien des habitants – ou bien on s'en lave les mains comme Ponce Pilate en disant: «C'est la faute de la gauche, c'est la faute de la droite.» Aujourd'hui, on peut réparer, car les habitants ont besoin d'avoir un espace qui ne soit pas un ghetto. Je pense que tout le monde est d'accord sur ce point. Mesdames et Messieurs, il faut passer à la pratique et donc refuser la construction prévue des six étages sur rez.

Ensuite il y a une conséquence, je dirai, sociale. Il existe suffisamment d'exemples éloquents dans les banlieues françaises – Roman Juon en a parlé tout à l'heure – allemandes ou américaines. Est-ce cela que nous voulons? Non, et je vous garantis que dans quelques années nous aurons un prix à payer beaucoup plus grand que le prix de la construction que vous, Conseil administratif, voulez nous faire avaler. Est-ce que la violence, le racket, les jeunes qui n'ont pas de locaux, les personnes âgées qui sont agressées, est-ce que ce n'est pas un prix valable par rapport au prix du béton? C'est une question éthique. Je pense qu'aujourd'hui, ce matin, nous devons répondre oui à cette question.

Maintenant, je passe à la question pratique. Il ne s'agit pas de faire de la polémique, il est évident qu'il faut des locaux pour la population, pour les jeunes, pour les aînés, pour le parascolaire. Cela est tout à fait clair. J'étais présent le 5 novembre au Forum de Saint-Jean et je regrette que le Conseil administratif n'ait pas présenté les arguments qui, ce matin, sont bien développés, c'est-à-dire qu'il y a un besoin de locaux pour la population et que c'est pour cela que le Conseil administratif demande la construction d'un bâtiment de deux étages sur rez à Planète Charmilles.

Pourquoi dis-je cela? Parce qu'il y a eu la pétition P-28, de 1111 signatures, qui demandait un seul étage sur rez. Quand le Parti socialiste a tenu son stand à Planète Charmilles, les gens ont été consultés, ils ont rempli un questionnaire et, sur 318 réponses, 20 seulement étaient pour une construction de deux étages sur rez. Les gens, spontanément, veulent de l'espace et quand vous allez là-bas, vous comprenez tout de suite pourquoi. (*Remarque.*) Néanmoins, je suis d'accord que le bâtiment de deux étages sur rez représente quelque chose de plus pratique et que cette variante repose sur deux arguments bien fondés. Je n'aimerais donc pas qu'il y ait une polémique là-dessus. Je regrette simplement que le Conseil administratif lors du Forum de Saint-Jean n'ait pas expliqué ces deux positions, celle prônant un bâtiment d'un étage sur rez et celle prônant un bâtiment de deux étages sur rez. Je l'ai rappelé publiquement en disant qu'il y avait plusieurs possibilités et non pas une seule.

Mesdames et Messieurs, ce matin, je pense qu'il faut d'abord répondre au besoin fondamental des habitants et, ensuite, nous verrons le côté pratique. Il y a la solution proposée par le Parti socialiste, qui soutient la majorité des habitants, et celle du Conseil administratif, qui soutient aussi le besoin des habitants.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le crédit qu'on nous demande de voter ce matin correspond également, je dirai, à onze fois et demie ce qu'il est prévu d'attribuer à la crèche de la Madeleine pour la rénover, à une fois et demie ce qu'on pourrait faire pour restaurer les Halles de l'Île – Monsieur le maire, ne hochez pas la tête, au 20^e programme financier quadriennal un million de francs est prévu pour cette crèche, donc 11,5 millions de francs font bien onze fois et demie. On peut estimer que c'est également entre cinq et dix immeubles de la Ville qu'on pourrait restaurer et c'est aussi de l'argent qui concerne les habitants de notre ville, et pas seulement 11,5 millions de francs pour ne pas construire des étages au bénéfice, peut-être, d'habitants également. C'est quand même cher payé.

Ce matin, nous avons beaucoup parlé de la petite enfance et je peux vous assurer que le groupe libéral n'est plus à l'âge du biberon, donc nous nous abstiendrons de toute eau acratopège et même, je dirai, comme nous sommes plutôt à l'âge de goûter de temps en temps des grands crus, nous n'entendons plus mettre de l'eau dans notre vin. Je pense que le groupe libéral, compte tenu de ce qui a été dit, votera non à ce crédit.

M. Michel Ducret (R). Tout d'abord, pour entamer cette petite intervention, j'aimerais rappeler à M. Tornare que, à l'époque des faits qu'il dénonce à la

Proposition: parcelles rue de Lyon/promenade de l'Europe

Banque cantonale de Genève, il y avait deux membres socialistes au comité de la banque et pas un seul membre radical. Mettons les choses au point et sachons assumer ses responsabilités avant d'accuser quiconque!

En deuxième point, Monsieur le maire, sachez que M. Nouvel est certainement un grand architecte, mais qu'il est surtout une grande référence en matière de communication. En termes pratiques, et vous pouvez le demander à beaucoup de mes confrères, M. Nouvel n'est pas la meilleure référence. Il vous suffit d'aller à l'Opéra de Lyon pour constater qu'il y a un siège sur trois où il faut se lever pour voir la scène, alors que l'Opéra a été complètement refait par les soins de cet architecte, et que ce n'est donc pas toujours la perfection. Chacun a ses cadavres à enterrer, y compris les architectes, mais pas seulement eux. L'architecture, Monsieur le maire, est à l'image de la société; l'architecte ne manipule pas la société, parce que, si c'était le cas, Mesdames et Messieurs, cela se saurait depuis longtemps. Pour travailler dans un cadre économique extrêmement serré, l'architecte est contraint d'appliquer au mieux des règles, des lois et des règlements de construction, et à Genève en particulier. Les architectes n'aboutissent pas toujours à des réalisations convenables; ce n'est pas le plus gravissime de ce qu'on voit dans le monde, mais certainement cela ne relève pas seulement de la liberté de l'architecte, et ce n'est certainement pas une responsabilité d'architecte, mais d'abord une responsabilité sociale et, particulièrement, une responsabilité politique qui sont à mettre en cause.

Ensuite, en ce qui concerne les assertions de M. le conseiller administratif Ferrazino, qui reprend les termes de la lettre que nous avons reçue tout à l'heure de l'ancien chef du Département des travaux publics (DTP) – maintenant le Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement – j'aimerais rappeler ceci: je siège au Conseil municipal en représentant le Parti radical et rien d'autre. Je suis élu au nom du Parti radical et, pour le solde, je pense que les membres du Conseil administratif, dans leur grande collégialité, devraient reprendre et relire le *Mémorial* du 8 septembre 1987, les pages 476 à 502, qui sont extrêmement intéressantes. Ils y verront aussi bien que c'est l'audition de M. Christian Grobet qui, effectivement, a fait baisser dans les négociations le nombre de logements à construire dans le périmètre de Planète Charmilles de 1200 à 900; c'est absolument exact et il s'est félicité de ce projet. Mais c'est bien le DTP et pas le Conseil d'Etat qui a dérogé à la hauteur d'étage dans les appartements de manière à pouvoir faire un maximum de logements aux Charmilles. J'ai vérifié dans le *Mémorial*, ce sont bien des lettres signées par M. Christian Grobet, chef du DTP; elles ne sont pas signées par le Conseil d'Etat.

Je veux bien que chacun des membres d'un gouvernement collégial s'exprime au nom de ce gouvernement, mais, dans ce cas-là, je m'étonne de certains concepts sur la collégialité qui sont un peu élastiques, parce que le groupe poli-

tique auquel appartient M. l'ancien conseiller d'Etat délégué au Département des travaux publics a montré qu'il n'hésitait pas à attaquer de front un magistrat, plutôt que le Conseil d'Etat, pour lui faire porter le chapeau sur certaines affaires qui ne vont pas dans leur département. Dans ce sens, je crois qu'il faut aussi savoir de temps en temps assumer ses responsabilités.

Je préciserai encore une chose. A l'époque, le groupe des Verts et le groupe radical ont présenté une motion préjudicielle, la motion N° 117, par rapport à cet aménagement des Charmilles, et ils n'ont jamais prétendu qu'on pouvait forcément diminuer la densité. La densité qui a été appliquée aux Charmilles est la même que dans le vieux Carouge, mais c'est précisément à la lumière de cet éclairage-là que nous avons demandé que l'urbanisme soit différent, qu'il soit à taille humaine. Le libellé de la motion préjudicielle était: «Pour un urbanisme à taille humaine aux Charmilles», et pas autre chose. Il disait précisément que, quitte à garder la même densité, on pouvait appliquer une architecture beaucoup plus basse sur l'ensemble du périmètre. Vous pouvez le contrôler dans le *Mémorial* du 8 septembre 1987. Voilà quels sont les termes du débat. Nous reprochons à la majorité d'alors de ne pas nous avoir suivis et nous pouvons continuer à le faire en toute quiétude et en toute fierté quand nous voyons les résultats!

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Deux magistrats ont parlé, le troisième magistrat présent voulait aussi dire quelques mots à ce propos, mais simplement sur le plan financier. Je n'interviendrai pas sur le champ de l'aménagement que je laisse à mon collègue Christian Ferrazino.

J'aimerais vous dire que la proposition PR-169 du Conseil administratif est probablement la proposition la plus iconoclaste que vous avez à traiter, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, mais, si elle est iconoclaste et si elle a été présentée par le Conseil administratif, c'est bien parce que le débat démocratique l'a voulu ainsi. Ce n'est donc pas une fantaisie du Conseil administratif.

La simple question que je me pose est de savoir – je ne parlerai pas de cubes d'air en la matière – quelle aurait été la position du Conseil municipal si nous avions eu affaire non pas à un bâtiment dit «industriel» ou «artisanal» à cet endroit-là, mais à un bâtiment pour l'administration, pour des équipements socio-culturels, pour du logement social ou, pourquoi pas, une coopérative d'habitation du style de la Coopérative de l'habitat associatif (CODHA), sur six étages, bien sûr, de 21 mètres à la corniche. Je pense que le débat aujourd'hui aurait été bien différent. On voit donc que les positions du Conseil municipal diffèrent en fonction de l'objet qui est traité.

Sur le plan financier, 11,5 millions de francs, c'est une somme importante. Habituellement, c'est plutôt les administrations qui encaissent des taxes et, là, je dois dire que c'est le prix à payer d'une taxe de non-construction. C'est une taxe que nous payons à des gens qui sont d'ailleurs plutôt proches de mon parti que des partis de mes collègues de gauche, il faut le dire, et c'est pour moi assez curieux de devoir payer ce permis de non construire à ce tarif-là.

Comme l'a dit M. Oberholzer tout à l'heure – il m'a pris les mots de la bouche – il est vrai que si on met en perspective cette somme importante par rapport à ce qu'on pourrait en faire, j'ajouterais à la liste de M. Oberholzer que c'est le prix de deux ou trois petits immeubles à restaurer aux Grottes, pour du logement social par exemple, c'est également la restauration, mais très luxueuse, des Halles de l'Ile, dont on a parlé tout récemment. Vous voyez que cet argent, qui est une somme quand même importante, si nous avons eu à l'époque une vision un peu différente de l'aménagement du secteur de Planète Charmilles, nous n'aurions pas à le dépenser.

Encore une dernière chose, je crois que la réflexion de Jean Nouvel, telle qu'elle nous a été citée par mon collègue Manuel Tornare tout à l'heure, est parfaitement exacte. Je crois que nous avons là, à Planète Charmilles, un exemple à ne pas rééditer. J'espère maintenant que le Canton, la Ville et toutes les communes qui parlent d'aménagement, puisqu'il faut repousser les limites de l'urbanisation en direction de la campagne, méditeront sur cet exemple et qu'ils ne renouvelleront plus.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Ce matin, j'ai écouté attentivement tous les spécialistes. Vous me permettez, Monsieur le président, que je m'adresse maintenant à celles et ceux qui participaient aux séances du Conseil municipal à la fin des années 80, lorsque le déclassement de la zone industrielle de l'ancienne usine des Charmilles a eu lieu. A cette époque, j'étais membre de la commission de l'aménagement et de l'environnement; il y avait aussi une autre personne, assise un peu plus loin que moi, il s'agit de M. Tornare, qui avait suivi ces débats en qualité de conseiller municipal. Nous traitions donc de ce dossier à la commission de l'aménagement et de l'environnement. Plus de 1200 logements étaient prévus sur ce secteur, le projet de l'école était représenté simplement par un rectangle, on ne savait pas quelle forme aurait celle-ci. Ensuite, avec l'Entente qui était majoritaire, les membres de la commission se sont aperçus que le nombre de logements prévus était exagéré et c'est à l'unanimité qu'il a été décidé qu'il ne fallait pas dépasser 900 logements.

Je me rappelle encore les débats qui ont eu lieu au Conseil municipal. Nous étions contre la construction de logements, etc., et je peux vous dire que nous

sommes un certain nombre de personnes à avoir assisté à ces débats; il s'agissait de 24 000 m² de zone industrielle et certains conseillers, je ne me souviens plus de leur parti, étaient contre le déclassement de la zone industrielle; ils voulaient procéder à un grand aménagement pour de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises (PME), etc. Après de longs débats qui n'ont pas été faciles, le Conseil administratif a dû se battre; j'ai entendu les auditions de M. le conseiller d'Etat Grobet et le Conseil municipal de l'époque s'est fait promener en bateau. La preuve en est le débat que nous avons aujourd'hui.

Mettez-vous à la place des conseillers municipaux qui étaient présents à l'époque et qui assistent au débat de ce matin; cela fait mal. Etant membre de la commission de l'aménagement et de l'environnement, je me demande si pour les projets qui sont à l'étude maintenant on nous donne tous les vrais éléments. Quand on discute avec les habitants d'un quartier, qui participent à la vie politique pour essayer d'améliorer leur lieu d'habitation, vous apprenez certaines choses qu'on ne connaît pas en commission.

Mesdames et Messieurs, j'ai vu à l'époque la démolition de l'usine des Charmilles. Je m'étais rendu sur place pour des questions en relation avec les transports publics – pour des chaudières. Quand on voit maintenant le quartier, on se demande s'il n'aurait pas mieux valu y aménager un espace vert, y planter des arbres, il y aurait moins de problèmes! Ce matin, je suis donc surpris de ne pas entendre d'anciens collègues qui ont participé aux travaux de la commission en son temps prendre la parole. M. Lescaze a abordé un peu le problème historique, mais pas le problème de la transformation de la zone industrielle des Charmilles.

Maintenant, je me pose d'autres questions. Vous avez tous lu dans les journaux que des artisans, des PME déménagent de Sécheron pour faire de la place et qu'on essaye de les caser sur les anciens terrains de la Société genevoise des instruments de physique. Alors, est-ce qu'on ne devrait pas sauver les 24 000 m² qui étaient prévus au départ en trouvant une autre solution? Que pensent les artisans qui sont actuellement évacués des anciens ateliers de Sécheron? Pour ma part, je suis incapable de répondre à ces questions, comme à l'époque de la démolition de l'usine des Charmilles où personne n'a été capable d'y répondre.

M. Didier Bonny (DC). Mesdames et Messieurs, rassurez-vous, je ne vais pas refaire le passé sur cette question. En ce qui me concerne, je n'étais pas là à la fin des années 80 et je commence à en avoir assez de toutes ces histoires du passé. Maintenant, aux Charmilles, nous avons une situation telle qu'elle se présente et nous devons faire avec cela! Cela ne m'intéresse pas de savoir à qui revient la faute, il faut maintenant essayer de résoudre le problème de la meilleure manière possible.

Proposition: parcelles rue de Lyon/promenade de l'Europe

M^{me} Ecuivillon a donné l'avis de notre groupe. Nous voterons donc la variante 3, c'est-à-dire le bâtiment de deux étages sur rez. Nous avons fait une pesée d'intérêts et, en ce qui nous concerne, la moins mauvaise solution est la variante 3, même si elle va coûter cher. Je rappelle que le prix de 4260 francs/m² est correct, mais que les équipements ne sont pas prévus dans ce prix. Il faudra donc ajouter un certain nombre de centaines de francs par mètre carré pour le tout... (*Brouhaha.*)

J'espère que nous allons bientôt passer au vote et j'arrête là mon intervention, puisque personne ne m'écoute... Monsieur le président, quand vous serez déterminé à me donner la parole, je la reprendrai, mais je trouve désagréable de ne pas être écouté.

Le président. J'ai été interpellé par M. le conseiller administratif au sujet d'un amendement important et je m'en suis expliqué avec lui. Je vous prie de m'excuser de ne pas vous avoir écouté, Monsieur Bonny, et je vous redonnerai la parole quand vous le souhaitez.

M. Roger Deneys (S). J'aimerais ajouter quelques mots pour le groupe socialiste. Depuis le début, les socialistes dans ce dossier ont quand même cherché à satisfaire un intérêt général et pas seulement à répondre aux souhaits des habitants du quartier qui voudraient tout: qu'on rase gratis, qu'on ne construise rien, etc., et qu'on leur accorde toutes sortes d'avantages. Les socialistes visent l'intérêt général et, dans le cas particulier, qu'est-ce que l'intérêt général? D'une part, c'est 2000 habitants qui habitent sur place et qui vont se retrouver avec une nouvelle construction en face de chez eux. Mesdames et Messieurs, allez sur place voir à quoi cela ressemble et vous verrez bien que, si on ajoute un ou deux étages, cela change tout. Déjà maintenant, la superstructure qui est construite est visuellement catastrophique, elle accentue le sentiment d'enfermement à cet endroit.

Je lis à la page 5 du rapport la réponse de M. Ferrazino à la question: «Quels sont les arguments pour la variante 3 ou variante finale?» M. Ferrazino répond «que cette proposition est non seulement la plus intéressante sur le plan financier, mais que, dans le projet rez + 1 niveau, il n'est pas possible de loger le Service des écoles et institutions pour l'enfance, alors que si ce service peut y trouver sa place une économie de loyer pourrait être réalisée». C'est donc bien la pesée d'intérêts du Conseil administratif qui nous pose problème.

Pour répondre aux propos de M. Pierre Muller de tout à l'heure, il est certain que, même si cela avait été un projet de la CODHA, même si cela avait été un bâtiment public, les socialistes n'auraient pas accepté un étage de plus. Je me

réjouis d'ailleurs que le Conseil administratif n'ait pas cogité davantage, parce qu'il nous aurait proposé deux étages supplémentaires pour y mettre le Musée d'ethnographie. On ne peut donc que se réjouir qu'il n'y ait pas eu de réflexion supplémentaire. De plus, si on ajoute un deuxième étage pour des équipements pour les jeunes, c'est très bien, c'est souhaitable et nécessaire dans ce quartier, mais avez-vous pensé aux conséquences du bruit que cela engendrerait pour les habitants? Ce n'est pas tout de prévoir des aménagements collectifs, il faut aussi voir dans quel espace ils s'intègrent. Or ils occuperaient exactement l'espace qui ferme le terrain des Charmilles. Je dis cela parce qu'il existe des locaux vides juste à côté, dans le centre commercial Planète Charmilles, et qu'on peut aussi imaginer que des bureaux pour l'administration y soient utilisés, à proximité immédiate des logements.

Certes, les socialistes sont pour la construction d'un étage parce que cela répond au souhait des habitants. Si vous nous dites que vous allez faire des équipements publics collectifs, nous serons peut-être obligés d'accepter la variante 3, mais ce ne sera pas de gaieté de cœur, parce que cela se fera au détriment des habitants. La situation de ceux-ci est déjà extrêmement difficile, et ce n'est pas parce qu'ils veulent tout.

M^{me} Alice Ecuillon (DC). Il est vrai que le crédit demandé représente une dépense importante, mais il y a un moment où il faut fermer la boucle. Cette somme est le résultat de négociations avec les promoteurs et nous pensons que, même si elle est importante, c'est un mal pour un bien. Nous ne voulons pas courir le risque que l'accord soit annulé et qu'à la place d'avoir deux étages sur rez, il y ait sept étages sur rez. Il faudrait quand même savoir ce que l'on veut.

Maintenant, lorsque M. Deneys dit qu'il faut aller voir sur place, je suis sûre que la majorité des membres de ce Conseil municipal ne connaissent pas les lieux et ne savent pas ce qui s'y passe... (*Remarques.*) Sauf les socialistes qui ont une certaine clientèle là-bas et qui l'entretiennent...

M. Roger Deneys (S). Elle ne vote pas!

M^{me} Alice Ecuillon. Ne racontez pas des histoires, je connais beaucoup de Suisses qui habitent là-bas. Vous, vous ne connaissez que des étrangers, je suis désolée, mais il y a aussi des Suisses, il y a donc aussi des électeurs et des électrices.

Lorsque M. Deneys dit que les socialistes sont d'accord pour un étage sur rez, alors là je ne comprends plus. Je reviens sur mes propos de tout à l'heure; pour-

quoi font-ils signer aux clients de Planète Charmilles, qui ne sont pas tous des Suisses ni tous des étrangers, une pétition pour raser ce qui existe déjà? Pour 11,5 millions de francs, ils sont d'accord de faire raser pour le même prix, plutôt que d'avoir deux étages sur rez et des surfaces que la Ville pourra utiliser décemment. Là, je ne comprends vraiment plus.

Maintenant, j'aimerais répondre à l'intervention de M. Tornare de tout à l'heure. M. Tornare, comme d'autres conseillers administratifs, ne manque jamais de relever que, lorsqu'il y a des réunions, les conseillers municipaux n'y sont pas. J'aimerais dire que j'habite le quartier des Charmilles. Je suis à cinq minutes de Planète Charmille et je m'y rends chaque jour, mais je n'ai jamais été invitée à participer à une réunion, alors que je suis une conseillère municipale non seulement de la rive droite, mais des Charmilles.

Je précise aussi que chaque fois que j'ai reçu les invitations de la maison de quartier pour des réunions, ces dernières avaient lieu le soir des séances du Conseil municipal. Je suis désolée, je suis conseillère municipale et je privilégie naturellement ma présence au Conseil municipal plutôt que dans d'autres réunions.

Pour terminer, je ne sais pas si vraiment on peut considérer que ces 11,5 millions de francs soient du gaspillage, je pense au contraire qu'ils seront bien utilisés.

Le président. Je vous remercie. La séance est levée. Nous reprendrons nos débats à 10 h. A tout à l'heure.

5. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

6. Interpellations.

Néant.

4358

SÉANCE DU 26 JANVIER 2002 (matin)
Questions

7. Questions.

Néant.

Séance levée à 9 h 40.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	4318
2. Communications du bureau du Conseil municipal	4319
3. Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement et sur initiative municipale, en vue de l'approbation du projet de modification des limites de zones N° 28988-222 au lieu-dit campagne Rigot sur le territoire de la Ville de Genève, section Petit-Saconnex, portant sur la création d'une zone de verdure et d'une zone de développement 3 affectée à de l'équipement public d'enseignement secondaire (PR-166 A)	4320
4. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture:	
– d'un crédit de 11 515 000 francs destiné à l'acquisition de la partie hors sol des parcelles 4381 et 4390, d'une surface totale de 2504 m ² , feuille 49 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, et ses dépendances dans la parcelle 4405 (208 m ²), sises rue de Lyon/promenade de l'Europe, copropriété pour moitié de la société en nom collectif Barbier-Mueller & Cie et pour l'autre moitié de Favre & Guth promotions et participations SA;	
– d'un crédit d'étude de 230 000 francs couvrant les frais d'étude relatifs à l'aménagement intérieur du bâtiment sis sur les parcelles 4381 et 4390 (PR-169 A)	4323
5. Propositions des conseillers municipaux	4357
6. Interpellations	4357
7. Questions	4358

La mémorialiste:
Marguerite Conus